

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60021 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 24/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



ACOR

10 rue des Usines
60100 CREIL

Références : IC-R/0434/22-LF
Code AIOT : 0005101098

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2022 dans l'établissement ACOR implanté 10 rue des Usines 60100 CREIL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACOR
- 10 rue des Usines 60100 CREIL
- Code AIOT : 0005101098
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société ACOR sur le site de CREIL, fabrique des treillis soudés, des barres dressées servant à armer le béton de construction et du fil crénelé laminé à froid en bobine. Elle est autorisée par l'arrêté de prescription complémentaire délivré le 07 septembre 2018. Cet arrêté abroge l'ensemble des prescriptions techniques des anciens actes administratifs du site. La rubrique principale du site est la rubrique 2560 (travail mécanique des métaux et alliages) classée à enregistrement. Les installations sont les suivantes : un atelier de tréfilerie et quatre lignes de soudage de treillis.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

1/ Mise à jour de la situation administrative du site ;

2/ le risque chronique :

- la consommation en eau et les rejets en eau du site ;
- les rejets atmosphériques ;
- les nuisances sonores.

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	révision de la situation administrative	AP Complémentaire du 07/09/2018, article 1.2.1	/	Sans objet
2	origine des approvisionnement en eau	AP Complémentaire du 07/09/2018, article 4.1.2	/	Sans objet
3	collecte des effluents	AP Complémentaire du 07/09/2018, article 4.3.2	/	Sans objet
4	entretien et conduite des installations de traitement	AP Complémentaire du 07/09/2018, article 4.3.4	/	Sans objet
5	Caractéristiques générales des rejets et valeurs limites d'émission des eaux pluviales	AP Complémentaire du 07/09/2018, article 4.3.7, 4.3.11 et 8.2.3	/	Sans objet
6	autosurveillance des niveaux sonores et valeurs limites applicables	AP Complémentaire du 07/09/2018, article 8.2.5, 6.2.1 et 6.2.2	/	Sans objet
7	rejet atmosphérique	AP Complémentaire du 07/09/2018, article 8.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des prescriptions contrôlées est conforme à la réglementation en vigueur et n'appelle aucune remarque de la part de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : révision de la situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/09/2018, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Modification au sein de la rubrique 2560.

Constats : Par courrier recommandé n° 1A 168 861 3125 7 daté du 27 avril 2021, la société ACOR informait l'inspection de modifications au sein de la rubrique 2560 " travail mécanique des métaux et alliage". Une nouvelle ligne de tréfilerie avec bobinoir automatique d'une puissance de 240 kW a été mise en place entre les lignes de soudage de treillis Train n°8 et Train n°10. L' ajout de cette ligne ne modifie en rien la structure du bâtiment de soudage.

De plus, les lignes L3 et L4 étaient à l'arrêt soit une puissance de 260 kW à l'arrêt, en 2021.

Des changements seront à prévoir en 2023. La société désire investir dans des machines moins consommatrices en énergie.

Le classement de la rubrique 2560 ne se trouvera pas modifié. Il s'agira juste d'une mise à jour des puissances au sein de la rubrique. Le tableau suivant récapitule les évolutions de puissances des installations de tréfilerie :

Evolution des Puissances des instalaltions de la Tréfilerie				
Lignes	> 2021	4T 2021	3T 2023	>3T 2023 Investissement en étude
L1	245	245	245	245
L2	245	245	0	0
L3	260	0	160	160
L4	260	0	160	160
L5	360	360	0	0
L6	190	190	190	0
L7	200	200	200	0
L8	373	373	373	0
L9	160	160	240	240
L10	160	160	240	240
L11	160	160	160	160
L12		240	240	240
L13				240
Puissance totale	2613	2333	2208	1685

L'exploitant transmettra un porter à connaissance dès validation des investissements.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : origine des approvisionnement en eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/09/2018, article 4.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, approvisionnement en eau

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés pour les quantités suivantes :

Origine de la ressource

Réseau de la commune de

Prélèvement maximal annuel (m³)

Réseau public

CREIL

1100

L'eau consommée sur le site est utilisée pour les sanitaires (WC, douches et lavabos) et l'appoint des circuits de refroidissement en circuit fermé des installations de production.

Constats :

La consommation est relevée toutes les semaines, le débit étant inférieur à 100 m³/j. L'exploitant en fait un bilan mensuel. Le tableau suivant présente les consommations mensuelles de l'année 2022 jusqu'au mois d'août.

Consommation d'eau												
	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
objectif : 100m3	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
moyenne annuelle												65,76
Consommation mensuelle	44	59	79	72	98	58	60	56				

Ces consommations sont en deçà des 100 m³ par mois, objectif que s'est fixé l'exploitant. La moyenne mensuelle est de 65,76 m³ pour les huit mois écoulés. Cependant l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur son objectif mensuel. Rapporté à l'année, cet objectif est supérieur à la consommation annuelle prescrite par l'arrêté préfectoral, soit 1100 m³/an. Pour rester conforme à la prescription l'exploitant devrait se fixer un objectif ne dépassant pas 92 m³/mois.

L'exploitant devrait revoir son objectif mensuel à la baisse pour être certain de ne pas dépasser la consommation prescrite dans l'arrêté susvisé.

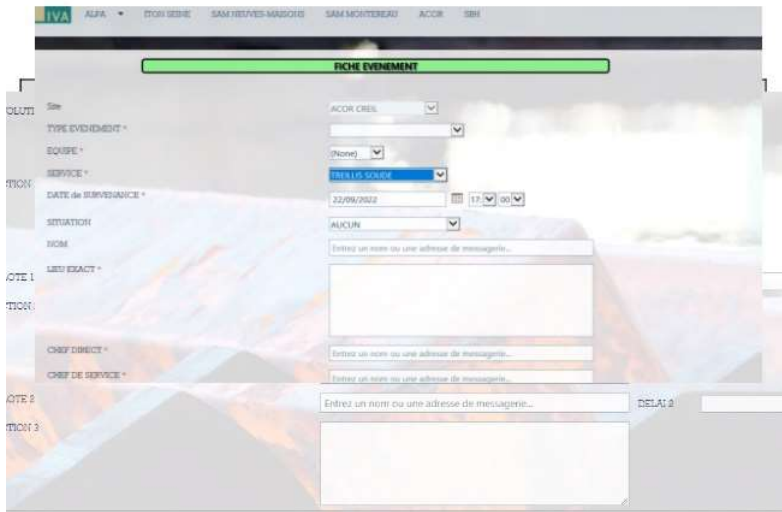
Contrairement à ce qu'indique l'arrêté préfectoral, aujourd'hui, l'eau prélevée ne sert que pour les sanitaires. L'appoint des circuits de refroidissements en circuit fermé des installations de production se fait grâce à la récupération des eaux de pluie de toiture via une cuve de récupération.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : collecte des effluents

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/09/2018, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, collecte des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement. La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement. Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits. Les purges des circuits de refroidissement sont collectées et éliminées par des installations autorisées. Tout effluent aqueux industriel doit être considéré comme un déchet et gérés conformément au titre 5. Seuls, les purges des chaudières sont dirigées vers le réseau public d'eaux usées.
Constats : Le site ne produit pas d'eaux résiduaires. Il n'y a donc pas de rejets d'effluents pollués sur le site. Les purges des circuits de refroidissements sont réutilisées tout le temps. Elles sont stockées à l'extérieur, dans une cuve, à l'arrière de l'atelier de tréfilerie. Cette cuve récupère aussi les eaux de pluie de toitures et l'ensemble est réinjecté dans le process selon les besoins. Ce process va évoluer prochainement. L'exploitant en transmettra les détails ultérieurement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/09/2018, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, collecte des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.</p> <p>Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Monsieur FERRAND et Madame CHARRONDIERE sont les personnes chargées de la conduite des installations. Ils ont suivi les formations adaptées.</p> <p>Le registre de suivi des incidents/accidents est numérisé. Il s'agit d'un outil de gestion des événements environnementaux nommés "Sharepoint", dont voici une fiche événement vierge.</p> 
<p>Les eaux pluviales souillées du site sont traitées par deux séparateurs hydrocarbures conformes à la réglementation. Le dernier curage effectué par la société DUBOURGET, a eu lieu le 10 janvier 2022 (pompage et nettoyage HP de deux déshuileurs/débourbeurs). Les bons de suivis de déchets dangereux (13 05 08*) sont complétés jusqu'à leur destination finale, conformément à la réglementation. Ce déchet est pris en charge par la société SITREM à Noisy le sec. Ces boues sont traitées sous le code traitement R5, Recyclage inorganique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Caractéristiques générales des rejets et valeurs limites d'émission eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/09/2018, article 4.3.7 et 4.3.11 et 8.2.3																															
Thème(s) : Risques chroniques, les rejets eau																															
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																															
<p>Prescription contrôlée : article 4.3.7 Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : Température : inférieure ou au plus égale à 25 °C pH : compris entre 6 et 8,5 Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l</p> <p>Article 4.3.11 {...} L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :</p> <p>Référence du rejet vers le milieu récepteur : n° 2 et n° 3 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5)</p> <table> <thead> <tr> <th>Paramètres</th><th>Concentrations instantanées mg/l)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Hydrocarbures totaux</td><td>5</td></tr> <tr> <td>MES</td><td>50</td></tr> <tr> <td>DCO</td><td>50</td></tr> <tr> <td>DBO5</td><td>10</td></tr> <tr> <td>Plomb</td><td>0,1</td></tr> <tr> <td>Fer, aluminium et composés (en Fe + Al)</td><td>5</td></tr> <tr> <td>Chrome hexavalent et composés (en Cr)</td><td>0,1</td></tr> <tr> <td>Zinc et Composés (en Zn)</td><td>2</td></tr> <tr> <td>Cuivre et composés (en Cu)</td><td>0.5</td></tr> <tr> <td>Chrome et composés (en Cr)</td><td>0,5</td></tr> <tr> <td>Nickel et composés (en Ni)</td><td>0,5</td></tr> <tr> <td>_Manganese et composés (en Mn)</td><td>1</td></tr> <tr> <td>Etain et composés (en Sn)</td><td>2</td></tr> <tr> <td>{...}</td><td></td></tr> </tbody> </table> <p>Article 8.2.3.1. Frequences et modalites de l'autosurveillance de la qualite de rejets {...} -> Points de rejet n° 2 et n° 3 Les dispositions minimums suivantes sont mises en oeuvre :</p> <p>Bilan sur 24h une fois par an pour l'ensemble des paramètres {...}</p>		Paramètres	Concentrations instantanées mg/l)	Hydrocarbures totaux	5	MES	50	DCO	50	DBO5	10	Plomb	0,1	Fer, aluminium et composés (en Fe + Al)	5	Chrome hexavalent et composés (en Cr)	0,1	Zinc et Composés (en Zn)	2	Cuivre et composés (en Cu)	0.5	Chrome et composés (en Cr)	0,5	Nickel et composés (en Ni)	0,5	_Manganese et composés (en Mn)	1	Etain et composés (en Sn)	2	{...}	
Paramètres	Concentrations instantanées mg/l)																														
Hydrocarbures totaux	5																														
MES	50																														
DCO	50																														
DBO5	10																														
Plomb	0,1																														
Fer, aluminium et composés (en Fe + Al)	5																														
Chrome hexavalent et composés (en Cr)	0,1																														
Zinc et Composés (en Zn)	2																														
Cuivre et composés (en Cu)	0.5																														
Chrome et composés (en Cr)	0,5																														
Nickel et composés (en Ni)	0,5																														
_Manganese et composés (en Mn)	1																														
Etain et composés (en Sn)	2																														
{...}																															
<p>Constats :</p> <p>Le site possède deux points de rejets des eaux pluviales : - point de rejet n°3 : parc à fil ; - point de rejet n°2 : treillis soudé.</p> <p>Les dernières analyses sur ces points de rejets ont été effectuées sur 24 h par la société CERECO du 23 mai au 24 mai 2022 sur le rejet n°3 et du 15 au 16 février 2022 sur le rejet n°2. Le tableau suivant récapitule l'ensemble des résultats obtenus.</p>																															

LIMITES D'EMISSION - Arrêté préfectoral 2018														
Point de rejet	PH	FE + AL (mg/l)	MANGANESE et composés (Mn) (mg/l)	CHROME hexavalent (VI) et composés (Cr) (mg/l)	CHROME et composés (Cr) (mg/l)	CUIVRE et composés (Cu) (mg/l)	ETAIN et composés (Sn) (mg/l)	NICKEL et composés (Ni) (mg/l)	PLOMB (mg/l)	ZINC (Zn) (mg/l)	BOB (mg/l)	MES (mg/l)	CO (mg/l)	HYDROCARBES TOTALS (mg/l)
	6<X<8,5	5	1	0,1	0,5	0,5	2	0,5	0,1	2	10	50	50	5
Résultats analyses 2022														
Point rejet N°3 Parc à fil	8,2	0,756	0,055	<0,02	0,0019	0,0128	<0,005	0,0054	<0,005	0,041	4,3	7	25	0,64
Point rejet N°2 Treillis soudés	8	1,48	0,024	<0,02	0,0017	0,035	<0,005	0,0054	<0,005	0,425	1,4	5	11	<0,20

- Les résultats d'analyses effectuées en 2022 sont conformes aux limites d'émission définies sur notre arrêté préfectorale du 7 septembre 2018

L'ensemble des résultats obtenus est conforme à la prescription des articles susnommés.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/09/2018, article 8.2.5, 6.2.1 et 6.2.2																	
Thème(s) : Risques chroniques, niveaux sonores																	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 8.2.5.1. Mesures periodiques Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la notification de Partite préfectoral, puis tous les 3 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit genre dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Article 6.2.1 Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.</p> <table> <tr> <th>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</th><th>Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</th><th>Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, sauf dimanches et jours fériés</th></tr> <tr> <td>Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td><td>6 dB (A)</td><td>4 dB (A)</td></tr> <tr> <td>Supérieur à 45 dB (A)</td><td>5 dB (A)</td><td>3 dB (A)</td></tr> </table> <p>article 6.2.2 Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :</p> <table> <tr> <th></th><th>PERIODE DE JOUR (7h-22h) sauf dimanches et jours fériés</th><th>PERIODE DE NUIT (22h-7h) dimanches et jours fériés inclus</th></tr> <tr> <td>Point N°1 à Point N°4</td><td>70 dB (A)</td><td>60 dB(A)</td></tr> </table>			Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, sauf dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)	Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)		PERIODE DE JOUR (7h-22h) sauf dimanches et jours fériés	PERIODE DE NUIT (22h-7h) dimanches et jours fériés inclus	Point N°1 à Point N°4	70 dB (A)	60 dB(A)
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, sauf dimanches et jours fériés															
Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)															
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)															
	PERIODE DE JOUR (7h-22h) sauf dimanches et jours fériés	PERIODE DE NUIT (22h-7h) dimanches et jours fériés inclus															
Point N°1 à Point N°4	70 dB (A)	60 dB(A)															
<p>Constats : La société DEKRA a effectué des mesures de bruit début août 2022 mais le rapport n'a pas encore été élaboré. Ils sera fourni à l'inspection dès sa réception.</p> <p>L'étude d'impact sonore précédente a eu lieu entre le 04 et le 19 décembre 2022. Elle indique bien le contexte de la mission soit une prescription de l'arrêté préfectoral susnommé, les sources de bruits, le nombre de points de mesures (10) et les résultats. L'étude prend en compte quatre points en limites de propriété et trois points en limite de zone à émergence réglementée. Des mesures ont été effectuées de nuit et de jour. La météorologie est indiquée. Quel que soit la période de mesure et le point de mesure, l'impact sonore du site est conforme aux exigences de l'arrêté précité.</p>																	
Type de suites proposées : Sans suite																	
Proposition de suites : Sans objet																	

N° 7 : rejet atmosphérique et autosurveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/09/2018, article 8.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les mesures portent sur les rejets suivants : Rejet n°1 Vitesse et poussières (concentration et flux) à une fréquence annuelle
Constats : Le 15 septembre 2022, l'inspection reçoit par courrier, le rapport de mesures de rejets atmosphériques effectué par DEKRA. Le courrier est daté du 5 septembre 2022. Le 12 janvier 2022, la société DEKRA a effectué sur le rejet 1 une mesure sur les poussières rejetées par ce conduit conformément à la prescription. Mais plusieurs métaux ont aussi été mesurés. (Hg, Cd, Ti, As, Te, Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, Pb, V, Zn. Pour l'ensemble de ces paramètres, les résultats sont conformes à la réglementation en vigueur
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet